



Extrait du UJFP

<https://ujfp.org/spip.php?article4573>

Billet d'Eïtan Grossfeld, « Palestinien non arabe »...

- Pour comprendre - Témoignages -

Date de mise en ligne : samedi 5 décembre 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

(séance [Qui-vive](#) du [28 février 2013](#))

Partant du postulat que la Palestine a connu en 1947-1948 une injustice profonde - pour la majorité de ses habitants, la déportation de leur terre et la non-reconnaissance de leurs droits -, je considère que si des gens comme moi devaient vivre sur cette terre, c'est d'abord en reconnaissant cette injustice. Cette reconnaissance constitue en effet le premier pas pour demander légitimement d'être autorisé à séjourner sur cette terre.

C'est par là que nous autres demandons d'exister sur cette terre - j'entends par « nous autres » tous ces gens arrivés en Palestine (par des voies différentes et obéissant à des motivations diverses) et leurs descendants. Qu'ils s'agissent là de militants sionistes, de réfugiés (amenés ou manipulés), etc., le résultat en tous les cas a profité au fait colonial, ce qui nous amène à l'État d'Israël, expression suprême et ultime de ce fait colonial.

C'est en ce point que, pour moi, intervient la différenciation très importante entre terre et État et, de ce point de vue, c'est un avantage de vivre en France car cette différence peut y être mieux comprise qu'en Israël où le mot État remplace aisément les mots pays ou nation, ce qui fait que là-bas, on vous reprochera d'être contre l'État en sous-entendant que vous êtes donc contre la société, contre les Israéliens, contre le pays, etc. En Israël, le mot État fait ombrage à quasiment tous les marqueurs identitaires, à l'exclusion peut-être de la religion (le judaïsme). En France par contre, la différence État/pays est mieux établie, comme celle entre État et territoire, pays et nation : l'État n'est considéré que comme une des expressions de la Nation, et ce depuis la Révolution française.

Si je dois me définir, je préfère donc me définir par le lieu où je suis né, lieu qui est physique, tangible, et non pas à travers les instruments de l'appareil étatique.

Cette chose tangible s'appelle Palestine. La terre tangible s'appelle Palestine, d'autant plus que des traces de sa destruction restent encore visibles pour ceux qui veulent les voir. Et ce nom n'a rien d'étrange si l'on prend en compte le fait qu'avant 1948, tout le monde se rangeait sous l'étiquette Palestine : même les sionistes utilisaient ce terme dans leurs relations avec le reste du monde.

Il va donc pour moi de soi qu'il peut y avoir des personnes non natives ou non originaires de cet endroit et qui ne sont pas arabes qui peuvent se définir comme Palestiniens, c'est-à-dire comme habitants de Palestine.

Je suis moi-même fils d'un militant sioniste émigré en Palestine en 1935 (puis devenu fondateur de kibboutz) et d'une réfugiée arrivée en 1947 par hasard : elle avait été achetée par la Croix-Rouge Internationale avec 400 autres femmes juives à Ravensbrück puis emmenée en Suède (sous la responsabilité du Comte Bernadotte qui sera assassiné en 1948 par des sionistes) où elle se reconstruira tant physiquement que psychologiquement. Elle cherchera alors les bribes restantes de sa famille et ne trouvera que deux oncles, l'un vivant à New York, l'autre à Tel-Aviv. Elle choisira de partir à Tel-Aviv en 1947 en passant par la France.

Je suis né sur place en 1955 et dispose donc de documents israéliens depuis ce temps. Je ne me dis pas de nationalité israélienne car, en cette affaire de nationalité, tout dépend de ce qu'on entend par là : s'il s'agit de papiers d'identité, ma nationalité est israélienne ; s'il s'agit d'orientation affective, je me considère comme Palestinien. En quelque sorte, je suis aussi pour l'autodétermination à échelle individuelle, c'est à dire que je considère que si quelqu'un affirme une identité, même si cela ne va pas d'emblée de soi, il doit y avoir une raison qui valide son affirmation.

J'ai vécu en Palestine jusqu'à mes 25 ans - jusqu'à 1980. Depuis, je vis pour l'essentiel en France. Je suis parti de là-bas car je ne croyais plus à une possibilité de changement de la société israélienne. Je serais heureux d'être démenti sur ce point mais à ce jour, ce n'est pas le cas. J'avais d'autre part besoin d'exister comme individu ; mon éthique ne me permettait pas de profiter sur place des avantages que m'accordaient mes papiers d'Israélien.

Je dis « je ne croyais plus » mais je ne sais si j'y ai jamais vraiment cru. En tous les cas, au fur et à mesure de l'âge et de l'expérience, je me suis trouvé à devoir justifier de plus en plus mes actes militants, mes tentatives d'éveiller la solidarité avec le peuple palestinien et de limiter la violation permanente de leurs droits quotidiens. J'appartenais en

effet à la Ligue israélienne des droits de l'homme et j'étais devenu le secrétaire particulier du Président de l'époque (dans les années 1970), le professeur Israël Shahak.

Je suis parti d'Israël car j'ai été invité à témoigner en 1977 par le Comité international des droits de l'homme de l'ONU. Cela m'a donné l'occasion de voyager en Suisse, en Allemagne, en France, de rencontrer des gens mais aussi de faire du tourisme. À cette occasion, j'ai commencé à me dire que j'avais peut-être le droit de vivre un peu alors que, lorsque vous vivez sur place en Israël, si vous êtes un militant un peu conscient (même si ce n'est pas à vous de trancher ce point : en hébreu on dit : « Ce n'est pas au boulanger de vanter la qualité de sa pâte »), si vous laissez passer une minute sans tenter de réparer le tort causé aux Palestiniens, vous culpabilisez. Le contexte là-bas est bien trop violent pour pouvoir s'en débarrasser et se dire par exemple : « ce week-end, je vais aller me détendre au bord du lac de Tibériade ».

Comment cette conscience m'est venue ? Cela remonte à mes 11-12 ans. À l'époque - c'était quelques semaines après la guerre des six jours de juin 1967 -, les Israéliens, après avoir récupéré Jérusalem-Est, ont décidé d'ouvrir un chemin dans la ville arabe pour faciliter aux Juifs l'accès au Mur des Lamentations. Il se trouve que j'ai exigé de mes parents qu'ils m'y emmènent. Ce jour-là, tout un quartier face au Mur des Lamentations avait été démoli par les Israéliens pour y devenir l'Esplanade ; ce quartier s'appelait le quartier des Maghrébins et ses habitants étaient encore là, avec leurs baluchons, en attendant les véhicules qui allaient les expulser en Transjordanie. Il paraît - je dis cela car jusqu'à aujourd'hui je n'ai gardé aucun souvenir de cet épisode et je tiens ce récit de la bouche de mon père - qu'en découvrant cela, j'ai piqué une sacrée crise, en criant très fort différents mots dont « Auschwitz ! ». Je suis ensuite tombé très malade, avec fièvres et délire, et ce pendant deux à trois semaines. J'ai appris tout cela quand mon père l'a raconté à une amie à l'occasion du deuil de ma mère en 1983...soit plus de 15 ans plus tard.

En 1975 ou 1976, je suis allé vivre avec une famille palestinienne à Jérusalem-Est et ces gens - coïncidence - étaient parmi ceux qui avaient été expulsés en 1967 et étaient ensuite revenus sur place en traversant le Jourdain (sans se faire tuer à cette occasion comme beaucoup d'autres). Le hasard m'a ainsi remis avec des gens que j'avais sans doute déjà vus étant enfant...

Pour en revenir à mon histoire, il ne s'est rien passé de spécial pendant longtemps après la crise de 1967.

Les choses ont pris un autre tour au début du lycée, lorsque j'avais 14 ans environ. J'étais alors dans un lycée qui s'appelait le Lycée auprès de l'Université hébraïque de Jérusalem, tout simplement car il en était mitoyen. Les fréquentations étaient donc faciles avec les étudiants et à l'époque, l'entrée de l'université voyait la présence fréquente de groupes de militants antisionistes. Ceux-ci ont attiré ma curiosité. Bien vite, j'ai déclaré au lycée que je ne voulais pas participer à certains cours : les cours sur la Bible et la littérature rabbinique, et les exercices paramilitaires. J'ai été viré du lycée au bout de quatre ou cinq mois et je suis devenu à partir de ce moment-là un « professionnel » des manifestations, proche de l'ultragauche. Il faut bien voir qu'en Israël, l'ultragauche se caractérisait par son opposition au sionisme bien plus que par l'importance qu'elle aurait pu accorder à la classe ouvrière du pays.

À travers une amie avocate israélienne qui m'a défendu lors de différents procès, j'ai été amené à connaître sa secrétaire qui était Palestinienne arabe. C'est comme cela que j'ai fini par aller vivre dans sa maison, au village de Béthanie et que j'ai commencé à partager la vie quotidienne avec les Palestiniens. Cela m'a plu, cela m'a beaucoup plu, car c'étaient des gens qui prenaient le temps, qui savaient vivre et rire. Cela m'a donné le droit de rire avec eux, et de vivre.

Quelque temps après, je suis allé vivre auprès de cette famille de Jérusalem-Est dont j'ai parlé précédemment. Cela a été aussi très bien. Je me déplaçais vers la ville juive le moins possible, seulement pour mes besoins professionnels (c'était l'époque où j'étais secrétaire d'I. Shahak).

C'est ainsi que j'ai appris l'arabe sur le tas. C'était pour moi un défi, un défi très plaisant. J'ai ensuite complété en France ma formation avec l'arabe littéraire.

C'est dans ces conditions que mon voyage à l'étranger à la fin des années 70 a constitué un déclic. J'aurais pu continuer de vivre en Palestine. Ma nostalgie de cette époque s'attache à ces soirées simples et agréables où, réunies en une sorte d'assemblée, des femmes d'âge mûr vous demandent : « pourquoi n'es-tu pas marié ? ».

J'ai été bien accueilli par les Palestiniens chez qui je vivais. Concernant les habitants aux alentours, il s'agissait d'une bienveillante indifférence. Il faut dire que je ne sais trop s'ils savaient qui j'étais exactement, et les Palestiniens de

ces endroits (Béthanie, Jérusalem-Est) étaient habitués à ce que des étrangers non arabes résident auprès d'eux. Ma présence n'était donc pas pour eux exceptionnelle et personne ne se posait la question : il y avait des tas de missionnaires, de fonctionnaires et d'autres personnes qui faisaient la même chose et je n'étais donc pas exotique pour eux, y compris pour les enfants. Cela a peut-être changé depuis car tout a été ensuite ghettoisé.

Je ne retourne là-bas que le plus rarement possible : pour des enterrements ou pour une opération grave d'un proche. Les trois dernières fois où je suis retourné en Israël, c'était en 1994, en 2003 et en 2009.

Il me faut préciser qu'une motivation pour venir en Europe a été mon homosexualité. Elle peut être vécue sur place en Israël mais elle peut être vécue plus facilement dans une grande ville européenne.

Certes une ville comme Tel-Aviv est connue pour être très tolérante, mais je n'allais quand même pas vivre parmi les Israéliens simplement parce que je suis un homosexuel ! (Par ailleurs, dans les années 1970, Tel-Aviv n'avait aucune avance sur les grandes villes d'Europe en ce qui concernait sa « gayeté »).

Je dois dire d'ailleurs que le fait homosexuel, pour moi, est un facteur qui a encouragé mes choix de prendre parti pour les plus faibles.

Depuis que j'ai quitté mon pays natal, j'ai continué ici d'être lié avec la communauté palestinienne. Je participe à certaines activités et j'appartiens à l'association des amis du Théâtre de la Liberté à Jénine.

Aujourd'hui, mon rôle est tout petit. Ma tâche est de soulager le plus possible le quotidien d'une époque très difficile pour chaque Palestinien en sorte qu'il la traverse la tête au-dessus de l'eau. J'apporte un soutien moral et financier, généralement en direction de projets collectifs. Une personne qui, comme moi, vit en France et gagne bien sa vie doit contribuer à l'allègement d'un quotidien extrêmement encombrant pour les Palestiniens.

J'ai eu l'occasion d'aller à Gaza, à l'époque (avant la première Intifada) où c'était tout à fait ordinaire. Les choses ont en vérité commencé de changer bien plus tôt : c'était en 1971 quand Sharon a décidé de déraciner le FPLP (qui était alors dominant dans la Résistance palestinienne à Gaza) en traçant de grandes artères au milieu des camps de réfugiés pour que les chars israéliens puissent y manoeuvrer à loisir ; cela s'appelait en hébreu « le désherbage des camps des réfugiés ».

Y a-t-il d'autres gens comme moi ? Très peu.

J'aimerais bien sûr qu'il y ait d'autres Israéliens qui aillent à la rencontrer de Palestiniens. Mais je n'ai pas à leur dire ce qu'ils doivent faire.

Ceci dit, il y en a quand même un certain nombre qui vivent avec les Palestiniens, lors de la fondation d'un foyer, par exemple, par une femme née juive et un Palestinien né musulman ou chrétien (le contraire se produit infiniment plus rarement). Et il y a une tradition en Orient du changement de religion pour des raisons amoureuses ! Il y a bien des façons d'arriver aux Palestiniens et aucune n'est à mépriser !

Il faut aussi tenir compte du fait que certains Israéliens dépités vont plutôt choisir de se retirer et de s'enfermer chez eux. Il faut bien voir en effet que le prix à payer pour une orientation comme la mienne est lourd et, qu'une fois engagé dans cette voie, on ne peut reculer, même si l'on a peur. Ainsi ceux qui n'osent pas s'engager dans cette voie, je loue déjà leurs pensées si elles sont différentes de la bestialité ambiante, même si ces pensées restent dans leur tête.

C'est un peu d'ailleurs le cas de mon frère (ainé) avec qui je me considère en communion : même s'il ne montre pas ce qu'il pense, il n'en pense pas moins !

Les choses se sont moins bien passées avec mon père qui ne pouvait accepter mon orientation. Il faut dire qu'il était un sioniste anticlérical (comme généralement les sionistes socialistes de sa génération) et surtout qu'il était raciste, non seulement à l'égard des Palestiniens mais plus encore à l'égard des Juifs marocains qui ont gâché son socialisme en élisant Menahem Begin en 1977 !

Pour ma mère par contre, qui elle n'était pas raciste, peu importait : j'étais son fils !